

Tour des Synodes régionaux de l'EPUdF

À l'automne, chaque région de l'Église Protestante Unie de France, l'une des trois unions d'Églises constitutives du Défap, organise son synode, avec pour question principale : « La mission de l'Église et les ministères ». Un thème qui est au cœur même des activités du Défap, dont les représentants sont, comme chaque année, présents pour participer à chacun de ces synodes.



© EPUdF

Le thème abordé en cette année 2021 lors des synodes régionaux de l'EPUdF, « La mission de l'Église et les ministères », va se déployer sur 3 ans :

- 2022 : discerner une vision globale et ses grandes orientations
- 2023 : réformer l'Église en vue de sa mission (par exemple élaboration d'outils missionnaires, création de

ministères et de formations adaptées)

- 2024 : mettre en application nos décisions

Les questions sur la mission, tous les organismes missionnaires y sont aujourd'hui confrontés, dans un temps qui connaît des évolutions de plus en plus rapides et de grande ampleur. Et ce qui est vrai des organismes missionnaires l'est tout autant des Églises elles-mêmes – et au sein du monde protestant, c'est tout particulièrement vrai des Églises dites « historiques ». En témoigne [le dernier numéro de Perspectives Missionnaires](#), unique revue de missiologie protestante dans le monde francophone, qui s'attache précisément aux questionnements auxquelles la mission fait face dans le contexte européen.

Comme chaque année, le Défap est présent à ces divers synodes régionaux, dont voici le calendrier :

Région	Date et lieu du synode	Suivre ce Synode
Centre-Alpes-Rhône	<i>12-14 novembre à Annecy</i>	
Cévennes-Languedoc-Roussillon	<i>29-31 octobre au centre du Lazaret à Sète</i>	
Est-Montbéliard	<i>19-21 novembre à Besançon</i>	
Inspection luthérienne de Paris	<i>19-21 novembre à Noisy-le-Grand</i>	
Nord-Normandie	<i>12-14 novembre à Merville – Franceville</i>	
Ouest	<i>19-21 novembre à Nantes</i>	
Provence-Alpes-Corse- Côte d'Azur	<i>19-21 novembre à Saint-Raphaël</i>	
Région parisienne	<i>19-21 novembre à Dourdan</i>	
Sud-Ouest	<i>19-21 novembre à Libourne</i>	

Une réflexion au long cours

Au Défap, la réflexion est engagée depuis mars 2018, lorsque son président, Joël Dautheville, avait lancé un appel en faveur d'une dynamique refondatrice dans son message à l'ouverture de l'Assemblée générale. Une réflexion qui ne peut bien sûr être indépendante de celle des Églises constituant le Service Protestant de Mission. Mais en la matière, chacune avance en fonction de son propre contexte, de sa propre histoire et au rythme de ses propres instances. En octobre 2019, [le colloque organisé au 102 boulevard Arago](#) «Vers une nouvelle économie de la mission : parole aux Églises» avait permis de réunir les présidents des trois Églises constitutives du Défap : l'EPUdF, l'UEPAL et l'Unepref. Il s'était traduit par des échanges très riches au cours desquels s'étaient exprimées les diverses conceptions de la mission, et les diverses attentes vis-à-vis du Défap.

Cette réflexion sur la mission, l'EPUdF a désormais décidé d'en faire un des thèmes centraux de ses synodes régionaux et nationaux. Un dossier destiné aux Églises locales est disponible pour la préparation des synodes régionaux 2021 et du synode national 2022.

La mission en débat à l'EPUDF : le dossier

•

-

[Le PDF «Mission de l'Église et Ministères»](#)

-

[la lettre d'accompagnement d'Emmanuelle Seyboldt](#)

-

[consulter la rubrique synodes régionaux 2021](#)

L'avancée des réflexions au Défap

•

-

[Le Défap lance les «jeudis de la mission»](#)

-

[«Jeudis de la mission» : les inscriptions sont ouvertes](#)

-

[En chemin vers les «Ateliers de la mission»](#)

-

[Colloque du Défap : un moment charnière sur le chemin de la refondation](#)

-

[Refonder la mission](#)

-

[Vivre et Partager l'Évangile](#)

-

[«La mission de partout vers partout : les temps sont-ils mûrs ?»](#)

-

[Un défi à relever...](#)

-

[«L'interculturalité est un voyage, et souvent, on ne voit pas le chemin»](#)

-

[Une réflexion sur «les fruits du Défap»](#)

-

[Les fruits de la mission](#)

-

[«Être en mission est une grâce»](#)

-

[«Une réflexion refondatrice» pour «une vision et une action renouvelées»](#)

En communion avec Haïti

Enlèvements de pasteurs ou de missionnaires, emprise croissante des gangs qui bloquent le pays, ses commerces et ses hôpitaux en empêchant l'accès aux terminaux pétroliers : les nouvelles venues d'Haïti peuvent paraître désespérantes. Mais si la crise haïtienne est multiforme, les Haïtiens ont avant tout besoin qu'on ne les oublie pas.



Des enfants dans un camp pour personnes déplacées à Port-au-Prince, Haïti © ONU/Sophia Paris

« Haïti est un pays assiégé ». L'homme qui s'exprime en ces termes a pour nom Jerry Tardieu ; c'est un ancien élu de l'Assemblée nationale d'Haïti, devenu depuis lors le coordinateur national du mouvement « En Avant » – une formation qui réclame un sursaut national pour sauver le pays face à la déliquescence politique et à l'emprise toujours plus grande des groupes armés. Ce même Jerry Tardieu n'hésite pas à dénoncer « une collusion au plus haut niveau de l'État, avec des hommes politiques qui veulent que ces gangs puissent servir leur désir de voler les élections ». Un autre bon connaisseur de la politique haïtienne, Daniel Dorsainvil,

ancien ministre de l'Économie et des Finances de 2006 à 2009, signe pour sa part une tribune dans Le Nouvelliste, l'un des plus respectés des journaux haïtiens, dans laquelle il appelle à des réformes urgentes en soulignant : « Le quotidien des Haïtiennes et des Haïtiens est fait de frayeur, d'anxiété, d'incertitude, et de mal-vivre. Cette situation ne cesse d'empirer, à un point tel qu'il n'est plus question de s'inquiéter qu'Haïti s'enfonce. Il sied plutôt de constater : Haïti s'est enfoncée. »

À Port-au-Prince, ce sont désormais les gangs qui font la loi, bloquant les terminaux pétroliers et plongeant le pays dans le noir, multipliant les enlèvements, érigeant des barrages sur les routes ; les pays voisins, pour leur part, de la République dominicaine jusqu'aux États-Unis, s'efforcent de se tenir à l'écart du brûlant creuset haïtien. Ceux qui fuient la violence sont refoulés. Les présidents du Panama, du Costa Rica et de la République dominicaine ont appelé les États-Unis à prendre des « mesures concrètes » pour freiner la migration des Haïtiens à travers l'Amérique latine en direction de la frontière américaine. Aux États-Unis même, la volonté de tenir la crise haïtienne à distance est patente, que ce soit à travers les images de migrants repoussés par des gardes à cheval ou à travers les citations d'officiels selon lesquelles les problèmes d'Haïti doivent trouver une solution en Haïti – allusion transparente à l'organisation d'élections dont nul ne pense, en Haïti même, qu'elles pourraient changer quoi que ce soit.

Il est pourtant possible d'agir

Les soubresauts du quotidien haïtien trouvent parfois des échos lorsque des étrangers en sont directement victimes : les autorités américaines ont ainsi dépêché une équipe du FBI pour aider à la libération d'un groupe de missionnaires de l'organisation « Christian Aid ministries » enlevés le 16 octobre. Ces 17 ressortissants étrangers, 16 Américains et un Canadien, sont toujours séquestrés après l'attaque de leur

convoi à Croix-des-Bouquets par le gang des « 400 Mawozo ». Mais les attaques de lieux de culte et les enlèvements de pasteurs, les balles perdues blessant des élèves en plein cours dans leur salle de classe, les barrages et les scènes de guerre civile entre gangs rivaux, font en réalité partie du quotidien. Plus de 100 femmes et enfants ont été enlevés de janvier à août 2021, selon l'UNICEF. Bruno Lemarquis, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies et Coordinateur résident et humanitaire en Haïti, souligne pour sa part que « depuis juin, la violence des gangs dans la région de Port-au-Prince a déplacé au moins 19.000 personnes et a affecté 1,5 million de personnes. » Les équipes de l'ONU ont reçu pour consigne de limiter autant que possible leurs déplacements. La liste des lieux à éviter pour ne pas tomber aux mains d'un groupe armé s'allonge quotidiennement. Le Premier ministre Ariel Henry lui-même, tentant de commémorer le 17 octobre dernier la mort d'un des pères de la nation haïtienne, Jean-Jacques Dessalines, assassiné le 17 octobre 1806 à Pont-Rouge, en a été empêché par un gang armé qui a contraint le convoi présidentiel à quitter les lieux.

Si la crise haïtienne est multiforme, les Haïtiens ont avant tout besoin qu'on ne les oublie pas. Les regards des nations voisines qui se détournent, les réfugiés refoulés aux frontières, sont un blanc-seing donné aux gangs. Dans ces conditions plus que difficiles, il est pourtant possible d'agir. Les partenaires de la Plateforme Haïti, créée sous l'égide de la Fédération protestante de France et dont la coordination administrative est assurée par le Défap, s'y emploient. L'UEBH (Union Évangélique Baptiste d'Haïti), partenaire haïtien de la Mission Biblique, a pu fournir une aide financière d'urgence aux familles les plus touchées par le tremblement de terre du 14 août dernier ; elle a aussi appelé, du 30 octobre au 2 novembre, à trois journées de jeûne et de prière à travers l'ensemble de ses Églises pour la situation générale du pays. Présente sur place, ADRA-Haïti a

été parmi les premières ONG à intervenir dans les zones touchées par le séisme, distribuant de l'aide en évitant les axes de circulation contrôlés par les gangs. La Fondation La Cause, qui travaille depuis une dizaine d'années avec 8 orphelinats haïtiens, a noué un partenariat avec ADRA-France pour envoyer une aide financière, de façon à permettre la distribution de produits de première nécessité (eau potable, kits alimentaires, kits d'hygiène et tentes) ainsi que le déploiement d'infirmières bénévoles et d'agents de santé communautaire, et la mise en place d'une clinique mobile. Et les divers membres de la Plateforme Haïti restent mobilisés.

N'oublions pas Haïti !

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Sacha : premières impressions du Sénégal

Les frontières se rouvrent, partiellement du moins, après l'épisode de fermeture dû à la situation sanitaire, et les missions à l'étranger reprennent. Après nos chroniques « Éloigné, en confinement » qui ont rendu compte de ce que vivaient les envoyés et boursiers du Défap pendant les périodes de restriction des déplacements, voici le témoignage de Sacha : après avoir participé à la session de formation des envoyés de juillet 2021, le voilà au Sénégal, comme volontaire du Défap. Sa mission s'inscrit dans un projet d'appui à la santé communautaire au centre de santé Darvari de l'ELS (l'Église Luthérienne du Sénégal) à Fatick. Sacha travaille aux côtés d'une sage-femme, Monique Bakkhoum.



Vue de Fatick, au Sénégal © Sacha pour Défap

Quelles impressions gardes-tu de ton premier contact avec le Sénégal ?

Sacha : Mes premières impressions sont liées à la solidarité, au respect et à l'accueil très chaleureux qu'on m'a fait. Je me suis tout de suite adapté aux différentes conditions et coutumes qui ont cours ici. Toutes les choses que je connaissais et mes habitudes que j'avais en France, j'ai dû tout laisser là-bas.

Qu'est-ce qui t'a le plus frappé en arrivant sur ton lieu de mission ? Une anecdote, un souvenir, une image ?

Sacha : Au début, le manque de matériel, surtout pour les accouchements. J'étais complètement dépaysé. Et puis il n'y a pas d'électricité, seulement pour alimenter le frigo qui sert au stockage des médicaments. Il n'y a ni clim ni ventilateur. La chaleur est le plus dur à supporter pendant le travail.

Comment s'est passée la rencontre avec les personnes avec lesquelles tu vas travailler ?

Sacha : Très bien, je travaille avec une infirmière du nom de Monique : on s'est tout de suite bien entendu. Elle m'explique et me traduit les choses que je ne comprends pas.

Comment vois-tu ta mission ? Quelle image en avais-tu à ton départ de France, et quelle image en as-tu aujourd'hui ?

Sacha : Je lui apporte une aide pour les soins et les consultations car elle gère seule un poste de santé dont dépendent 6300 personnes. J'ai été mis en contact avec une ancienne envoyée qui avait occupé le même poste que moi : elle m'a expliqué un peu la mission, ce qui m'a permis de me faire une idée très vite de la situation avant même d'arriver au Sénégal. Maintenant j'ai mon rythme de travail, mes habitudes et je sais quels sont les soins requis pour chaque consultation.

Quelles sont les principales difficultés d'adaptation auxquelles tu as dû faire face depuis ton arrivée ?

Sacha : La chaleur, c'est ce qui me marque le plus : il fait très chaud, et chaque effort sous le soleil est épuisant. Au niveau du matériel médical, je fais avec ce qu'il y a sur place : quoi qu'il arrive, je n'ai pas le choix. L'apprentissage de la langue est aussi compliqué pour moi car il y a le Sérère et le Wolof. Même si j'arrive à me faire comprendre en parlant français avec les personnes qui habitent en ville, dans les villages et pendant les consultations c'est tout de même difficile. La nourriture est principalement composée de riz, ce qui est dur à accepter au début ; mais je me suis bien habitué avec le temps.

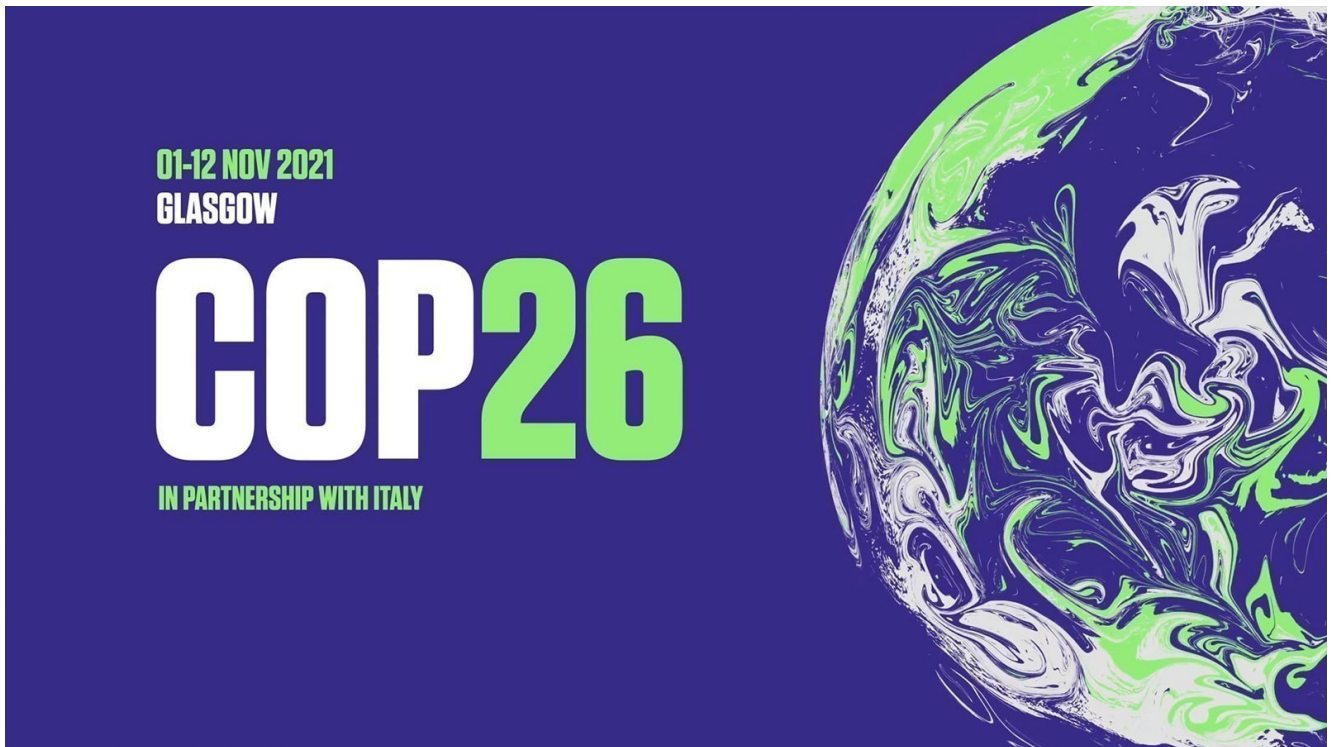
Peux-tu nous parler de ce qui se vit avec l'Église locale ?

Sacha : J'ai beaucoup sympathisé avec le président de l'Église, on s'entend vraiment très bien. Je vais au culte le dimanche de temps en temps et on me fait découvrir les différentes actions et activités auxquelles l'Église locale participe, et qu'elle finance.

Les Églises se mobilisent avant la COP26

Alors que la COP26, la 26ème conférence internationale sur le climat qui réunit chaque année les pays signataires de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, se tient ce week-end à Glasgow, les initiatives se multiplient au sein des

Églises pour appeler à la sauvegarde de la création.



Dans notre perception du monde, les faits matériels et objectifs tiennent une place somme toute assez réduite. Ils sont toujours passés au crible de notre expérience, de nos convictions, de notre foi. Ils peuvent être niés ou réinterprétés. Devant un tribunal, des preuves matérielles pourront être utilisées dans des sens très différents par l'accusation et par la défense. Dans la Bible même, Jésus, mis au défi par des pharisiens de fournir un miracle en guise de preuve, refuse purement et simplement : « Une génération méchante et adultère demande un miracle ; il ne lui sera donné d'autre miracle que celui du prophète Jonas » (Matthieu 12, verset 39).

Non seulement les [preuves du réchauffement climatique](#) sont légion, non seulement un [consensus international d'experts](#) écrasant affirme sans l'ombre d'un doute que ce [réchauffement est d'origine humaine](#), mais nous assistons déjà à [l'emballement du processus](#), avec des effets inédits dans l'histoire de l'humanité : des [tempêtes tropicales violentes](#) dont la fréquence et l'intensité s'accroissent, des [épisodes caniculaires au-delà du cercle polaire](#), des [inondations](#)

catastrophiques en Europe, des effets dramatiques d'une mousson inédite en Inde... Soyons honnêtes : pour celles et ceux qui sont nés avant les années 80, qui aurait pu imaginer qu'un jour – et surtout de leur vivant – seraient enregistrées des températures frôlant les 50°C au Canada, au-delà du 50° de latitude nord ? Qui aurait pu imaginer qu'en Sibérie, une ville entière de 300.000 habitants bâtie sur le permafrost, Iakoutsk, fondée en 1632, puisse voir ses bâtiments se fissurer et menacer de s'effondrer du fait de la fonte du sous-sol ? Mais si les faits sont têtus, l'être humain l'est plus encore.

En août dernier, le GIEC, groupe composé de scientifiques indépendants de tous les pays, a sorti son dernier rapport. Ses conclusions sont sans appel. Tous les scénarios prévoient que la planète connaîtra un réchauffement de minimum 1,5°C. Et sans des décisions drastiques, bien au-delà des engagements pris jusqu'alors par les principaux pays représentés lors des diverses Conférences des Parties, l'hypothèse plausible est celle d'un réchauffement de 2,7°C. Avec des effets prévisibles qui iraient de la fonte d'une portion comprise entre un tiers et une moitié du permafrost, libérant dans l'atmosphère des quantités monstrueuses de méthane, gaz à effet de serre doté d'un potentiel de réchauffement 30 à 40 fois plus important que le CO₂ ; des événements climatiques extrêmes, des incendies de forêt à répétition, un effondrement de la biodiversité, une montée des océans provoquant l'exode de centaines de millions de réfugiés climatiques... Face à ces prévisions et surtout aux recommandations du GIEC, divers États ont avant tout tenté de minimiser : le ministère saoudien du Pétrole a tenté de faire disparaître l'appel à des actions « urgentes et accélérées » en faveur de l'abandon des énergies fossiles. L'Australie, exportatrice de houille, a contesté que « la fermeture des centrales à charbon (soit) nécessaire ». Argentine et Brésil, gros producteurs de viande, voulaient enlever un passage soulignant qu'un régime végétarien pourrait réduire les émissions de gaz à effet de

serre de moitié.

L'engagement œcuménique en faveur de la création

Il n'est pas trop tard pour agir. Mais l'urgence climatique appelle chacun de nous à l'action. Politiques, ONG, mais aussi Églises et théologiens : il existe aujourd'hui toute une théologie de la sauvegarde de la création, et la thématique de l'écologie est bien présente parmi les protestants. Cette implication des Églises a connu un développement spectaculaire à partir de la COP 21, organisée à Paris. Aujourd'hui, c'est devenu l'un des principaux engagements œcuméniques.

Ce vendredi 29 octobre, [le pape François a appelé les dirigeants mondiaux](#) qui se réuniront à la COP26 d'apporter « d'urgence » des « réponses efficaces à la crise écologique ». Avant cela, et pour la première fois, les dirigeants de l'Église catholique romaine, de l'Église orthodoxe orientale et de la Communion anglicane (le pape François, le patriarche œcuménique Bartholomée et l'archevêque Justin Welby) avaient [signé une déclaration commune](#) estimant que le changement climatique n'est pas seulement un défi futur, mais « une question immédiate et urgente de survie ». Le [Conseil d'Églises chrétiennes en France](#) (CECEF), se disant « profondément préoccupé pour l'avenir de notre maison commune, la biosphère, dans laquelle vivent plus de 7 milliards d'êtres humains et 8 millions d'espèces d'êtres vivants », a lancé « un appel aux dirigeants du monde entier et à la France en particulier » pour qu'ils prennent des mesures urgentes. Dans le même esprit, Église verte propose un temps de prière en ligne, afin de soutenir spirituellement l'engagement des personnes de bonne volonté et de prier ensemble pour des engagements forts et justes, à la hauteur des enjeux climatiques. Quant à [l'Église protestante unie de France](#), elle a placé son Synode national 2021 sous le thème : « Écologie : quelle(s) conversions » et a diffusé, à la suite de la rencontre de ses 230 délégués à Sète, un communiqué marquant une prise de parole publique adressée non seulement

aux paroisses, mais aussi à la société dans son ensemble et notamment aux décideurs, « sur la lenteur, l'insuffisance voire les contradictions délibérées des discours et des actions mises en oeuvre face à l'urgence du dérèglement climatique et du recul grandissant de la biodiversité de la planète ».

Retour sur le synode national de l'EPUdF

Une décision marquante sur l'écologie, la réélection de la pasteure Emmanuelle Seyboldt à la présidence du Conseil national, quatre vœux, des témoignages : ce Synode national a été un moment intense de débats et d'orientations pour l'Église protestante unie de France.



Le synode national de l'EPUdF à Sète © Défap

Huit ans après la création de l'Église protestante unie de France, le Synode national 2021 s'est tenu en deux temps : une première étape en distanciel, et une deuxième en présentiel du 22 au 24 octobre, avec la participation de 230 délégués à Sète, au centre du Lazaret. Le thème principal en était : « *Écologie : quelle(s) conversions* ». Ce synode a vu l'élection, pour un mandat de quatre ans, du Conseil national. Composé de vingt membres, il veille sur la vie de l'Église, la représente, en assure la gestion, nomme un certain nombre d'instances. La pasteur Emmanuel Seyboldt, première femme élue à la tête de cette instance en 2017, a été reconduite à la présidence du Conseil national.

À l'issue de ses travaux sur l'écologie, le Synode a diffusé un texte constituant une prise de position publique à l'adresse non seulement de ses membres et des paroisses, mais aussi de la société dans son ensemble et des décideurs, appelant à des actions urgentes en faveur de la sauvegarde de la création. Ainsi, se référant « *aux réflexions menées depuis*

des années par le Conseil œcuménique des Églises » et se disant « profondément bouleversée par la crise écologique et sanitaire que subissent tous les êtres vivants de cette terre » , l'Église protestante unie de France « interpelle les femmes et les hommes en responsabilité politique, intellectuelle et religieuse sur la lenteur, l'insuffisance voire les contradictions délibérées des discours et des actions mises en oeuvre face à l'urgence du dérèglement climatique et du recul grandissant de la biodiversité de la planète. Elle s'indigne des dérives économiques et des choix égoïstes des pays riches qui ont conduit à une situation écologique alarmante et des situations de misères insupportables. En interpellant solennellement avec d'autres les autorités publiques, les acteurs économiques, mais aussi l'ensemble des membres de l'Église, l'Église protestante unie de France veut prendre sa part de responsabilité, car elle se bat avec l'espérance en la capacité humaine à construire un avenir plus résilient en ce monde, pour tous les humains et la création. »

La table ronde du synode national sur le thème de l'écologie a été diffusée en direct ; vous pouvez encore retrouver l'enregistrement de l'échange auquel elle a donné lieu entre quatre témoins du protestantisme :

- Rachel Calvert (administratrice d'A Rocha, association protestante de conservations de la nature)
- Suzanne Chevrel (présidente des Éclaireuses et Éclaireurs Unionistes de France)
- Martin Kopp (théologien, président de la commission écologie et justice climatique de la Fédération protestante de France)
- Gilles Zuberbuhler (dirigeant de Weylchem Lamotte – industrie chimique)

Synode National à Sète : Quelques questions au pasteur Robin Sautter, rapporteur : l'importance des préoccupations écologiques pour les Églises :

La CLCF recrute un directeur / une directrice

La Centrale de Littérature Chrétienne Francophone est une association humanitaire qui, en lien avec des institutions partenaires (DM, Défap et instituts de formation théologique protestants notamment), et dans une perspective d'échange et de partage, vise à renforcer les bibliothèques théologiques ainsi qu'à faciliter l'accès à la littérature théologique francophone, notamment en Afrique, dans le Pacifique et en Amérique latine.



La CLCF recherche pour juillet 2022 un directeur / une directrice dont la mission sera la suivante :

Missions du poste

- Mise en lien de la CLCF avec les instituts de formation théologique et pastorale partenaires ainsi qu'avec les Eglises qui les portent (visites sur place, confection des catalogues des livres mis à disposition, site de la CLCF)

- Mise en place/suivi de formations de bibliothécaires ou d'aides bibliothécaires avec les équipes locales – accompagnement de ces équipes (Madagascar, Cameroun, Bénin et Congo-Rwanda) ainsi que du réseau qu'elles forment ensemble
- Constitution du fonds documentaire et expédition des livres
- Suivi administratif et financier avec l'appui d'un.e comptable

Profil du poste

- Théologien.ne (niveau master ou plus)
- Intérêt pour les livres et la bibliothéconomie
- Expérience dans les relations interculturelles, adaptabilité
- Sens du travail en équipe et en réseau

Candidature

**Adresser CV et lettre de motivation à la présidente de la
CLCF :**

Claire-Lise Oltz-Meyer
8 rue de l'Eglise 67800 HOENHEIM
clairelise.oltzmeyer@orange.fr

Modalités de recrutement

- Date limite de dépôt des candidatures le 30 novembre 2021
- Entretiens prévus dans la première quinzaine de décembre
- Entrée en fonction : juillet 2022
- Type de contrat et rémunération : CDI temps partiel envisagé (75% minimum)
- Bureau basé en Alsace

À Beyrouth, des réfugiés dont nul ne veut

Dans un pays, le Liban, qui fait naufrage, les réfugiés venus d'Irak et surtout de Syrie voient leur condition devenir dramatique : 9 sur 10 survivent sous le seuil d'extrême pauvreté, sans statut (le Liban n'étant pas signataire de la Convention de Genève sur les réfugiés), et en butte à des marques d'hostilité croissante. C'est pour permettre aux plus vulnérables d'entre eux d'être accueillis en France que vient d'être renouvelé le dispositif des « couloirs humanitaires ».



Vue du camp de réfugiés palestiniens de Chatila, en place depuis 1948 : l'un des lieux où intervient Soledad André © Soledad André pour Défap

Après 10 ans de crise, la vie est plus difficile que jamais

pour les Syriens déracinés. L'onde de choc mondiale générée par la photo du petit Alan Kurdi, 3 ans, retrouvé noyé sur une plage de Turquie le 2 septembre 2015, a certes provoqué une prise de conscience de la nécessité d'éviter les « voyages de la mort » à travers la Méditerranée ; elle a été notamment à l'origine du projet des « couloirs humanitaires », né en Italie d'une initiative œcuménique avant d'être étendue en France... Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Depuis 2011, des millions de Syriens ont dû fuir les combats, soit à travers leur propre pays, soit en tentant d'atteindre les pays voisins comme la Turquie, le Liban ou la Jordanie. On estime qu'ils sont environ 5,6 millions répartis aujourd'hui dans ces trois pays, dont 1,5 million pour le seul Liban, petit pays de 6 millions d'habitants. En Syrie même, Bachar al-Assad, après avoir repris le contrôle de la majorité du territoire, réclame leur retour – ce que la plupart d'entre eux redoutent, craignant d'être enrôlés dans l'armée ou arrêtés par les services de renseignement. Les autorités libanaises ont officiellement soutenu cette position et affirmé que les conditions en Syrie étaient propices à ce retour, allant à l'encontre de la position du HCR, le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'Onu.

L'impossible retour en Syrie

Dans un pays en déroute, le Liban, les réfugiés syriens font ainsi partie des plus fragiles parmi les fragiles. Sans statut officiel, sans structure pour les accueillir, sans moyen de subsistance, ils se retrouvent au centre de tensions politiques croissantes après avoir fui la guerre dans leur pays. Il faut dire que le Liban lui-même connaît une crise considérée comme sans équivalent depuis 1850, selon la Banque Mondiale : entre la crise du Covid-19, l'explosion du port de Beyrouth, une crise économico-politique qui a mis en lumière la corruption de l'ensemble de la classe dirigeante et a fait basculer les trois-quarts des Libanais dans la pauvreté, la plupart des habitants du pays survivent aujourd'hui au jour le

jour, entre coupures d'électricité (les centrales n'étant plus alimentées en hydrocarbures), impossibilité de se procurer des biens de première nécessité (devenus inaccessibles du fait de l'inflation, qui a atteint 131,9% au cours des six premiers mois de 2021) ou d'obtenir de l'essence pour se déplacer ou du fioul pour leurs générateurs. Près d'un quart des Libanais vivent même sous le seuil d'extrême pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour. Le PIB du Liban a chuté d'environ 55 milliards de dollars en 2018 à 20,5 milliards de dollars prévus en 2021, tandis que le PIB réel par habitant a chuté de 37,1%. Une baisse aussi brutale, note la Banque Mondiale, est généralement associée à une situation de guerre.

Face à la violence de cette crise, la réponse des autorités publiques a été molle et inefficace ; la Banque Mondiale elle-même souligne la toxicité du « consensus politique de préserver un système économique en faillite qui a profité à quelques-uns pendant très longtemps ». En revanche, la question des réfugiés syriens devient de plus en plus facilement un exutoire. Il leur a notamment été reproché d'avoir accès à des aides d'ONG internationales, voire de constituer une main d'œuvre à bas coût et de faire baisser le salaire des Libanais – un ressentiment exploité sans vergogne par certains politiques libanais. La crise sanitaire a renforcé ces tensions, certaines municipalités en profitant pour mettre en place des mesures applicables aux seuls réfugiés syriens, comme des couvre-feux. Et les discours politiques réveillent parfois le spectre des « réfugiés palestiniens » arrivés entre 1948 et 1967, un épisode qui avait fortement déstabilisé le Liban.

Comment vivent donc les réfugiés syriens dans un pays qui fait naufrage ? Près de 9 sur 10, selon les estimations du HCR, survivent sous le seuil d'extrême pauvreté. Un foyer sur deux est en insécurité alimentaire et certains en situation de famine et sans accès aux soins. En outre, ils ne bénéficient pas du statut de réfugié au Liban, pays qui n'est pas

signataire de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Le gouvernement libanais les considère comme des « personnes temporairement déplacées ». Faute de solutions durables sur le territoire libanais et à défaut de pouvoir rentrer en Syrie, un grand nombre de ressortissants syriens font des demandes d'asile auprès des consulats de pays membres de la Convention de 1951. Mais obtenir un visa humanitaire est souvent une épreuve hors de portée pour ces réfugiés, même s'ils remplissent toutes les conditions requises. C'est précisément là qu'intervient Soledad André, chargée de mission pour la FEP et présente à Beyrouth en tant qu'envoyée du Défap, sous statut VSI : elle aide à constituer les dossiers, et pour cela doit recueillir des témoignages, reconstituer comme des puzzles des parcours jalonnés de violences et de traumatismes ; il lui faut ensuite prévoir les conditions d'accueil des familles en France, et les accompagner dans l'avion jusqu'à Paris... Une tâche qui prend de plus en plus d'ampleur, et face à laquelle la Fédération des Églises évangéliques italiennes, l'un des partenaires d'origine du projet, peine à maintenir son engagement. Voilà pourquoi le Défap a envoyé récemment une autre volontaire au Liban.

EPUdF : un synode national à Sète sur le thème de l'écologie

Cette deuxième session 2021, après une première session qui s'était tenue le 13 mai en multiplex, aura lieu du

22 au 24 octobre au Centre du Lazaret à Sète. Le thème « Écologie : quelle(s) conversion(s) ? », sujet du synode national, avait été choisi par le Conseil national pour répondre à une demande exprimée à plusieurs reprises lors des synodes nationaux et régionaux.



© EPUdF

Huit ans après la création de l'Église protestante unie de France, le pasteur Denis Petit, modérateur de cette session synodale, accueillera les 230 délégués venant des neuf régions ainsi que des invités de France et d'Europe. Il conduira leurs travaux, nourris par divers rapports sur la vie de l'Église et le renouvellement du Conseil national et des commissions synodales. Le thème principal du synode est : « Écologie : quelle(s) conversions » . À l'issue de ses travaux, le synode adressera un message aux paroisses et des recommandations à l'intention des responsables politiques et religieux en France. Le vendredi 22 octobre à 20h30, le pasteur Robin Sautter et Antoine Rolland, rapporteurs du thème synodal

animeront une table ronde publique, relayée en direct sur les réseaux sociaux, qui donnera la parole à quatre témoins du protestantisme :

- Rachel Calvert (administratrice d'A Rocha, association protestante de conservations de la nature)
- Suzanne Chevrel (présidente des Eclaireuses et Eclaireurs Unionistes de France)
- Martin Kopp (théologien, président de la commission écologie et justice climatique de la Fédération protestante de France)
- Gilles Zuberbuhler (dirigeant de Weylchem Lamotte – industrie chimique)

Le pasteur Arnaud Van Den Wiele assurera l'aumônerie du Synode. Le culte de clôture dimanche à 11h accueillera 23 nouveaux pasteurs (10 hommes et 13 femmes), récemment ordonnés dans leur ministère et la reconnaissance de ministère du nouveau Conseil national et de la Commission des ministères.

La sauvegarde de la création au cœur des réflexions des Églises

Si au niveau international, les initiatives chrétiennes en faveur de la sauvegarde de la création sont déjà nombreuses, au niveau français aussi, les Églises s'engagent. Depuis 2015, la Fédération Protestante de France a mis en place une démarche de plaidoyer et a créé une [commission Écologie et Justice climatique](#). Elle est aujourd'hui présidée par [Martin Kopp](#). Le [Défi Michée](#) porte quant à lui des appels très concrets liant écologie et justice sociale. On peut citer encore le mouvement [Chrétiens unis pour la terre](#), qui a co-organisé les Assises chrétiennes de l'écologie à Saint-Étienne, ou la démarche initiée par le label «[Église verte](#)». Avant ce Synode national de l'EPuDF, le thème de l'écologie avait été débattu lors des Synodes régionaux – des réunions auxquelles le Défap avait participé, comme il le fait chaque

année.

Ce qui pose la question : et la mission dans tout ça ? On ne peut tout simplement pas imaginer l'annonce de l'Évangile déconnectée des motifs d'inquiétude et de souffrance de l'humanité. *Perspectives Missionnaires*, unique revue de missiologie dans l'espace protestant francophone, avait d'ailleurs consacré fin 2014 un numéro entier aux défis de l'écologie (PM n°69 : «[Héritiers et témoins d'une terre promise](#)»). Au Défap aussi, la préoccupation de la sauvegarde de l'environnement est donc bien présente. Elle fait [partie intégrante du programme de travail établi depuis 2015](#), et se retrouve à travers un certain nombre de projets : c'est le cas du soutien apporté à [l'association Abel Granier](#), qui intervient en Tunisie sur les problématiques de désertification. C'est le cas du partenariat établi avec [l'ALCESDAM](#), Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Le Défap a aussi régulièrement des envoyés au sein du [projet Beer Shéba](#) à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agroforesterie durable. Il est l'un des [membres fondateurs du Secaar](#) (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays, qui met en avant parmi ses principaux axes de travail l'agroécologie et le respect de l'environnement, en lien avec les droits humains.

Un nouveau président et une

nouvelle SG pour la Cevaa

Après un report en 2020 du fait des contraintes sanitaires, l'Assemblée Générale de la Cevaa s'est tenue du 4 au 8 octobre 2021 en distanciel, les restrictions de circulation entre pays ne permettant toujours pas à tous les délégués des 35 Églises de se réunir physiquement. Elle a élu un nouveau président, le pasteur Michel Lobo, qui succède à Henriette Mbatchou, et une nouvelle Secrétaire Générale, la pasteure Claudia Schulz, qui succède au pasteur Célestin Kiki.



À gauche : le nouveau président de la Cevaa, le pasteur Michel Lobo (EMU-CI) ; à droite, la nouvelle Secrétaire Générale, la pasteure Claudia Schulz (UEPAL) © DR

C'est une Assemblée Générale exceptionnelle dans sa forme, une AG par temps de Covid, qui s'est tenue du 4 au 8 octobre 2021 et a vu le renouvellement des instances de la [Cevaa](#). Si le temps n'est plus au confinement en France et dans les pays européens voisins, les restrictions de circulation entre pays

n'en demeurent pas moins très réelles ; et les délégués des Églises membres de la Communauté d'Églises en mission auraient eu les plus grandes difficultés à se retrouver tous en Suisse, pays qui devait initialement les accueillir. Il a donc fallu adapter le format des rencontres : débats en visioconférence, durée de l'Assemblée Générale raccourcie à 4 jours... Au final, après un report en 2020 du fait de la situation sanitaire, l'AG a pu se tenir en « distanciel », sans les rencontres informelles entre délégués qui permettent d'échanger sur la situation et les défis des diverses Églises, mais néanmoins dans de bonnes conditions techniques, qui ont été saluées par les participants.

La Cevaa, c'est cette communauté de 35 Églises, présentes sur 4 continents, au sein de laquelle se développent la plus grande partie des relations établies par le Défap. Issue elle aussi de la Société des Missions Évangéliques de Paris et née elle aussi en octobre 1971, elle célèbre également cette année son cinquantième anniversaire, qu'elle a tenu à marquer par des concours de chants et de dessins, et par la prochaine publication d'un recueil de prières et de méditations issues des différentes Églises de la Communauté.

Renouvellement des instances de la Cevaa

Cette onzième Assemblée Générale a vu le renouvellement des instances de la Cevaa : nouveau Conseil Exécutif, nouveau Président, nouvelle Secrétaire Générale. C'est désormais le pasteur Michel Lobo, de l'Église Méthodiste Unie-Côte d'Ivoire, qui présidera la Communauté, succédant à Henriette Mbatchou. Vous pouvez retrouver ci-dessous une interview de lui diffusée [sur le site de la Cevaa en 2017](#), alors qu'il était membre du Conseil Exécutif, et dans laquelle il insistait sur l'honneur et la responsabilité que représentait le fait de siéger ainsi dans les instances de la Communauté :

La pasteure Claudia Schulz, de l'UEPAL, devient pour sa part Secrétaire Générale, succédant au pasteur Célestin Kiki. C'est sa première entrée dans les instances de la Cevaa ; elle sera officiellement en fonction en septembre 2022, à l'issue d'une année de « tuilage » au cours de laquelle elle pourra se familiariser avec tous les enjeux de la Communauté. Actuellement en poste à la paroisse de HautePierre, référente Mosaïc dans l'Eurométropole de Strasbourg, elle connaît bien les défis et les richesses des relations multiculturelles. Elle est aussi en lien avec le Défap et a pu notamment participer, suite à des échanges avec Pierre Adarna Faye, alors vice-président de l'ELS (Église luthérienne du Sénégal), à la mise en place d'un projet d'accompagnement d'activités génératrices de revenus pour les pasteurs dans ce pays. Elle sera le vis-à-vis du Conseil Exécutif auquel elle rendra compte de la bonne marche du Secrétariat. Également chargée des relations institutionnelles, de la communication interne et externe, ainsi que des questions de justice et des droits de l'homme, elle aura pour responsabilité de développer et d'entretenir des réseaux de vigilance pour le respect des droits humains, contre toute forme d'oppression et de discrimination, et pour la sauvegarde de la création.

À noter que le pasteur [Enno Strobel](#), également de l'UEPAL où il est responsable du service Mission, et présent dans les instances du Défap, siègera aussi au Conseil Exécutif. Et au cours de cette Assemblée Générale, il a aussi été discuté du thème : « Cevaa – Maintenons la flamme! », sous lequel était placée cette année de cinquantenaire et qui intéresse toute la Communauté. Les Églises et les paroisses ont été encouragées à s'emparer de ce thème jusqu'à la prochaine AG, afin d'approfondir leur engagement dans la Cevaa.

Interculturalité en Église : l'exemple suisse

Arrivé en 2017 en Suisse pour une mission de deux ans, le pasteur togolais Espoir Adadzi, envoyé de la Cevaa accueilli par DM (l'homologue suisse du Défap), repartira finalement en décembre 2023, au terme d'une expérience qui lui aura permis de poser un regard neuf sur les relations interculturelles entre les paroisses protestantes de Suisse francophone. Il laisse un ouvrage en forme de plaidoyer pour que les diverses Églises dépassent leurs différences afin de reconnaître ce qui les relie. Il présentera son livre lors du lancement de la campagne d'automne de DM, dont l'un des thèmes majeurs est, cette année, l'interculturalité.



Le pasteur Espoir Adadzi dans son bureau © Espoir Adadzi/EPG

Décidément, Dieu ne se laisse pas mettre dans des cases. On l'annonçait, sinon moribond, du moins s'éloignant chaque jour un peu plus des préoccupations de nos concitoyens ; de plus en plus absent de l'espace public ; écarté sans ménagement par des transformations sociales profondes alliant progrès technique, urbanisation croissante et facilité accrue des échanges... Depuis les années 50, les études sociologiques montraient crûment ce repli. Or voici qu'une [enquête réalisée par l'Ifop](#) pour l'Association des journalistes d'information sur les religions ([Ajir](#)) vient sérieusement nuancer ce tableau. Certes, de 1947 à aujourd'hui, la part des personnes interrogées déclarant croire en Dieu est passée de 66% à 49%. Mais, fait significatif, c'est précisément au cœur des régions les plus densément peuplées, les plus urbanisées et les plus cosmopolites – et tout particulièrement en Île-de-France, comme le souligne le sociologue [Jean-Paul Willaime](#) dans [un article de Réforme](#) – que la croyance en Dieu est aujourd'hui la plus répandue. « Les premières enquêtes menées en sociologie de la religion démontraient que le passage d'un milieu rural à un milieu urbain entraînait la perte de

fidèles, écrit ainsi Jean-Paul Willaime. On eut dès lors tendance à considérer, non sans exagération, que l'urbanisation était le tombeau de la religion. Aujourd'hui, c'est l'inverse : c'est l'urbanisation extrême qui est le lieu de sa revitalisation (...) Dieu revient dans la cité séculière qui ne prétend plus ériger une sécularité triomphante en alternative à la religion. Autrement dit, Dieu est de retour au cœur et non en marge d'une société multiculturelle, plurireligieuse et multiconvictionnelle. »

« Ce qui nous lie, le Christ, est plus grand que ce qui crée notre diversité »

La société multiculturelle, une chance pour les Églises ? C'est en tout cas un aspect qu'elles ne peuvent plus ignorer aujourd'hui. Et les paroisses situées dans les lieux les plus densément urbanisés sont loin d'être seules concernées : aujourd'hui, même les villes moyennes ou les paroisses en zones rurales ont aussi des paroissiens aux multiples origines, comme en témoignait récemment [Joël Dahan](#), pasteur de l'EPUDF dans le Bergeracois. La question des relations interculturelles au sein des Églises est un aspect sur lequel [le Défap travaille depuis des années](#) – en relation avec diverses Églises et [des programmes de formation comme celui de la CPLR](#) (le programme de la formation permanente des pasteurs de la Communion Protestante Luthéro-Réformée).

Chez nos voisins suisses, [DM](#) a pris part à une expérimentation. Homologue du Défap pour la Suisse romande, DM (Dynamique dans l'échange, autrefois DM-échange et mission) a précédé le Défap de quelques années : il a été [créé en 1963](#), le Défap en 1971. DM partage avec le Défap des liens forts avec la [Cevaa](#) (Communauté d'Églises en mission, créée aussi en 1971), des convictions héritées d'un même contexte historique (la volonté de renouveler les relations Nord-Sud en créant une véritable réciprocité entre les Églises) et la même volonté de dépasser les différences culturelles. En relation avec la

Cevaa et avec l'[Église Protestante de Genève](#), DM a contribué à la mise en place d'un programme étudiant les relations entre les Églises réformées, implantées de longue date, et celles nées plus récemment avec l'arrivée de migrants : des Églises qui, bien que toutes francophones, bien que toutes issues du protestantisme, ne communiquaient pour ainsi dire pas. C'est un [envoyé de la Cevaa](#), Espoir Adadzi, pasteur de l'Église Évangélique Presbytérienne du Togo, qui a été chargé d'apporter le regard extérieur susceptible de déceler les difficultés de communication et les biais qui pouvaient empêcher ces diverses Églises de cheminer ensemble. Il a travaillé notamment en lien avec le programme [Témoigner Ensemble à Genève](#), mis en place au début des années 2000.

« On s'adapte bien à la mode, pourquoi pas à la liturgie ? »

À l'origine, la mission d'Espoir Adadzi devait durer deux ans. Son mandat comptait deux volets principaux : créer des liens avec les Églises issues de la migration à Genève, et plus largement en Suisse romande ; poser un regard et questionner les pratiques des paroisses protestantes réformées. Arrivé en 2017, il repartira au bout du compte en décembre 2023, après avoir réalisé un travail inédit, à mi-chemin entre celui du sociologue ou de l'ethnographe, et celui du missionnaire, dont il rend compte dans un ouvrage sorti en septembre 2021 chez OPEC et préfacé par Élisabeth Parmentier : [Interculturalité en Église. Témoignage et propositions d'un envoyé du Sud](#). Un ouvrage (que vous pourrez lire à la bibliothèque du Défap) dans lequel il avance des propositions concrètes pour une interculturelité effective.

Pour cette année, l'interculturalité est précisément [au cœur du programme de DM](#), avec les questions de genre ; et lors du lancement de sa campagne cet automne, Espoir Adadzi présentera son livre. Avec un vibrant plaidoyer pour que les uns et les autres dépassent leurs différences pour reconnaître ce qui les

relie : « Il s'agit de reconnaître l'autre, ses différences, ses particularités, pour qu'au-delà de nos diversité, l'Évangile soit partagé. Que ceux qui pratiquent le baptême par immersion reconnaissent ceux qui pratiquent le baptême pas aspersion et inversement. Pour moi, ce qui nous lie, le Christ, est plus grand que ce qui crée notre diversité, soit nos doctrines. » Au bout du compte, pour Espoir Adadzi, « l'interculturalité doit nous amener à repenser notre théologie, notre musique, et à percevoir ce qui nous rassemble. Il faut réadapter notre réalité à chaque génération. On s'adapte bien à la mode, pourquoi pas à la liturgie ? »

Vous pouvez regarder ici le documentaire réalisé par DM sur la mission d'Espoir Adadzi :

Le protestantisme haïtien en

grève contre la violence

En dépit des dégâts liés au dernier séisme, et aggravés par la saison des cyclones, le pire problème auquel Haïti est confronté aujourd'hui reste l'insécurité. Les gangs qui contrôlent des quartiers entiers de Port-au-Prince bloquent l'aide internationale, rançonnent la population en multipliant les raptés et menacent même l'approvisionnement en pétrole du pays. Suite à la mort d'un diacre, abattu en plein culte dans le quartier du Palais National, censé être le plus protégé du pays, la Fédération protestante d'Haïti organise une journée de grève le vendredi 1er octobre. Le dimanche 3 octobre, les protestants haïtiens sont invités à s'habiller en noir et blanc en signe de deuil.



Culte à la Première Église Baptiste de Port-au-Prince © DR

Il s'appelait Sylner Lafaille ; il avait 60 ans, il était diacre ; il est mort le dimanche 26 septembre 2021, vers les sept heures du matin, sur le seuil de la Première Église Baptiste de Port-au-Prince où devait commencer la célébration du premier office. Sa femme et lui venaient d'être assaillis par un groupe lourdement armé. L'objectif des agresseurs : enlever Marie Marthe Laurent Lafaille, 59 ans, l'épouse du diacre, pour réclamer une rançon. C'est parce qu'il tentait de les empêcher d'entraîner sa femme que Sylner Lafaille a été abattu. Les coups de feu ont provoqué une panique chez les fidèles présents, dont plusieurs ont été blessés dans le mouvement de foule qui a suivi.

Cette nouvelle attaque en plein lieu de culte a suscité une émotion profonde au sein du protestantisme haïtien, et plus largement au sein de toute la population. Non que les raptés contre rançon soient rares : ils sont au contraire devenus une vraie source de financement pour les gangs armés qui contrôlent des quartiers entiers de la capitale. Ainsi, au cours du seul week-end où est mort le diacre Sylner Lafaille, plus d'une douzaine de personnes ont été enlevées dans Port-au-Prince et sa banlieue. Trois jours plus tôt, c'est une journaliste de la Télévision Nationale d'Haïti qui avait disparu dans des circonstances similaires. Mais la mort de Sylner Lafaille à la porte de la Première Église Baptiste de Port-au-Prince (un patrimoine national), située à la rue de la Réunion (c'est-à-dire tout près du Palais National, censé être le lieu le plus protégé du pays), montre aux yeux de beaucoup d'Haïtiens que la sécurité n'est plus garantie où que ce soit, ni pour qui que ce soit. Ce qu'a souligné dans un communiqué l'Office de la Protection du Citoyen (OPC), une institution indépendante chargée de veiller au respect des Droits Humains : « Après le drame survenu à l'église Baptiste de la Réunion, considéré comme lieu saint et espace inviolable, aucun endroit n'est protégé. Les églises, les écoles, les universités, les stations de radio et de télé, les bureaux publics et privés, les magasins sont exposés à la furie des bandits armés opérant

en toute impunité ». Il s'agissait en outre de la seconde attaque d'un lieu de culte, après l'enlèvement, filmé en direct, le 1er avril dernier, de six personnes à l'Église Adventiste Galaad de Diquini, dans la commune de Carrefour.

Les protestants haïtiens invités à s'habiller en noir et blanc en signe de deuil



La Première Église Baptiste de Port-au-Prince © DR

Pour dénoncer le meurtre du diacre Lafaille et cette insécurité que rien ne semble devoir diminuer, et qui n'a en rien décru depuis la mort du président Jovenel Moïse, la Fédération protestante d'Haïti a annoncé l'organisation d'une journée de grève ce vendredi 1er octobre. Lors de ce mouvement prévu dans les 10 départements du pays, les activités seront paralysées dans toutes les institutions protestantes, notamment les écoles et universités – seuls les hôpitaux et centres de santé poursuivant leurs activités, a indiqué le pasteur Calixte Fleuridor, président de la fédération. Ce

dernier en a profité pour demander aux ravisseurs de libérer l'épouse du défunt afin qu'elle puisse préparer les funérailles de son mari : ce sont des gens humbles qui n'ont pas les moyens de payer la rançon exigée par les ravisseurs, a-t-il fait savoir. Et le dimanche 3 octobre, les protestants haïtiens sont appelés à s'habiller en noir et blanc en signe de deuil, les autres confessions religieuses et tous les secteurs de la vie économique et sociale étant invités à se joindre au mouvement.

Avant cet appel à la grève, la Conférence des pasteurs haïtiens avait déjà demandé au gouvernement et aux autorités de mettre fin à ces actes qui sèment la terreur au sein de la population haïtienne. Et au-delà du milieu des Églises, plusieurs syndicats des transports et de la sous-traitance ont également appelé à la grève générale le lundi 4 octobre pour dénoncer les kidnappings et la violence des groupes armés. Les gangs qui gangrènent la capitale font en effet peser une menace sur les terminaux pétroliers, dont celui de Varreux, qui représente à lui seul 70% des capacités de stockage du pays. Une situation qui provoque une pénurie à Port-au-Prince, avec comme conséquence une flambée des prix du carburant (dont le prix réel a presque quadruplé dans certaines stations-services, en dépit des tarifs officiellement affichés), et qui a poussé il y a quelques semaines l'Association des professionnels du pétrole à lancer un véritable SOS aux autorités. Ces mêmes gangs continuent par ailleurs à gêner considérablement l'arrivée de l'aide dans les secteurs sinistrés suite au tremblement de terre du 14 août.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

L'IPT à Montpellier fête ses 100 ans

Les 2, 3 et 4 octobre, l'Institut protestant de théologie célèbre le centenaire de son implantation

autour de plusieurs rendez-vous.



L'IPT-Montpellier hier et aujourd'hui

En 1919, le Synode de l'Église réformée évangélique de France décidait le transfert de la faculté de théologie protestante de Montauban, où elle était implantée depuis 1808, à Montpellier.

Les 14 et 15 janvier 1920 eut lieu l'inauguration solennelle de la Faculté. Installée au 13 de la rue du Dr Louis Perrier, elle forme l'Institut protestant de théologie depuis 1972, avec sa faculté-sœur de Paris.

Rendez-vous donc les 2, 3 et 4 octobre 2021 à l'IPT à Montpellier pour fêter enfin comme il se doit (les festivités ont dû être reportées d'un an, Covid oblige) les 100 ans de l'institution.

Au programme des festivités :

- **Samedi 2 octobre à 17h30**

Présentation de l'exposition photographique « 1920-2020. Portraits de cent ans de théologie protestante à Montpellier » à la Bibliothèque de la faculté. Suivie d'un cocktail.

- **Dimanche 3 octobre à 10h30 à 10h30**

Culte du Centenaire : prédication donnée par la pasteure Emmanuelle Seyboldt, présidente du Conseil national, avec la participation du pasteur et hautboïste Jean-Christophe Robert au temple, 25 rue Maguelone à Montpellier.

- **Lundi 4 octobre à partir de 17h**

Séance solennelle de rentrée de la Faculté

17h : Discours officiels

18h : Rapport du doyen

19h : Leçon d'ouverture : « Le voyage et le séjour de Luther à Worms en 1521 : entre mythe et Histoire » donnée par M. Thomas Kaufmann, professeur d'Histoire de l'Église à la faculté de théologie de l'université Georg August de Göttingen. Avec la participation du pasteur et

hautboïste Jean-Christophe Robert. Salle des Actes
20h : Réception dans les jardins de la faculté